

Texte proposé par le secrétariat - CAA Poitiers du 21 septembre 2015

Situation générale

Les gouvernements européens sont confrontés depuis des mois à une arrivée importante de populations fuyant la guerre, la misère et la dictature. Les images chocs de migrants qui meurent en méditerranée ont fait prendre conscience aux peuples européens de la gravité de la situation. Des mesures conséquentes doivent être prises d'urgence par les pouvoirs publics pour les accueillir dignement. Ce qui a été annoncé par le gouvernement est insuffisant. Le Snes-Fsu doit s'engager pour que la solidarité entre les peuples débouche sur des actions concrètes et doit combattre les idées nauséabondes véhiculées notamment par l'extrême droite. Dans ce contexte, l'école a un rôle particulièrement important à jouer et l'appel à la réserve citoyenne lancé par la ministre n'est pas la réponse attendue. L'enseignement du FLE/FLS doit être renforcé, avec des moyens conséquents.

En Europe les regards se tournent aujourd'hui vers la Grèce. Face aux politiques d'austérité, face aux dictats de la finance, le Snes-Fsu doit apporter son soutien au peuple grec dans le cadre d'actions menées par le mouvement syndical européen et médiatiser les débats sur l'illégitimité de la dette.

PPCR

En France, la situation sociale continue de se dégrader et les inégalités se creusent. La courbe du chômage ne connaît pas d'amélioration, le gouvernement poursuit toutefois sa politique en faveur du patronat. C'est dans ce contexte que vont s'ouvrir des discussions sur le protocole « parcours professionnel carrières rémunérations ». La question du pouvoir d'achat reste d'actualité et nous continuerons d'exiger la revalorisation du point d'indice. La signature du protocole par la FSU doit être un point d'appui pour construire une mobilisation forte, capable de faire pression pendant les discussions sur le PPCR, car ce protocole, s'il contient des avancées, reste loin de nos mandats. Cependant, nous constatons aujourd'hui la difficulté qui est celle du mouvement syndical pour convaincre les salariés qu'une amélioration de leur condition de rémunération et de travail est possible.

Les organisations syndicales (CGT, FA-FP, FSU, Solidaires) ont décidé d'organiser ensemble une votation des agents de la Fonction publique du 21 septembre au 3 octobre. Cette votation porte principalement sur les questions de salaires, d'emploi, de la situation des agents non titulaires. La médiatisation du résultat aura lieu lors de la journée d'action interprofessionnelle du 8 octobre. L'objectif est de faire pression sur les décisions gouvernementales pour faire prendre en compte nos revendications mais aussi de débattre avec les salariés pour sortir de la logique d'austérité qu'on nous impose depuis si longtemps.

Réforme territoriale

La fusion des régions Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes, avec un objectif de réduction de la dépense publique aura pour conséquence une diminution des emplois et une désorganisation des services. La fusion administrative se fait au détriment des régions les plus petites en population et dont le poids économique est plus faible. Le Limousin, mais aussi le Poitou-Charentes seront perdants. Le calendrier de la fusion des académies est suspendu. Pourtant, il existe un « super recteur » à Bordeaux et les décisions en matière de carte des formations de budget des lycées notamment seront prises par la nouvelle assemblée... à Bordeaux. Dans notre académie, les lycées sont nettement mieux dotés que dans les autres, nous ne pourrions accepter un nivellement par le bas.

Par ailleurs, cette recomposition territoriale aura forcément des conséquences sur notre travail syndical. Les congrès du SNES et de la FSU doivent être le moment de se poser sérieusement la question de notre fonctionnement. L'hypothèse d'une fusion des académies, dans un avenir proche, est à prendre en compte.

Situation de rentrée dans l'académie

La rentrée 2015, la meilleure de notre recteur selon ses dires, n'a apporté aucune amélioration des conditions de travail des personnels. Les classes avec des effectifs trop élevés dans les collèges et les lycées sont plus nombreuses. Le nombre de stagiaires démissionnaires est inquiétant. Les collègues affectés sur deux ou trois établissements sont plus nombreux. Il devient maintenant difficile de recruter des contractuels pour combler le manque de titulaires, tant les conditions qui leur sont faites par le rectorat sont mauvaises : postes partagés et souvent incomplets, éloignement important du domicile, mépris affiché des responsables administratifs du rectorat à leur encontre. Ainsi 34 ETP n'étaient toujours pas pourvus en Deux-Sèvres le 17 septembre.

A cela s'ajoute une politique de gestion des personnels sur le mode de la punition, de la culpabilisation et du déni des difficultés. La multiplication des congés d'office et des suspensions, sans motif explicite témoigne de la brutalité de cette « gestion des ressources humaines ». La CAA de Poitiers demande au secrétariat national d'intervenir auprès du ministère pour que ces méthodes d'intimidation et tentatives d'exclusion cessent.

Réforme du collège

Tout a été fait dans la communication de l'administration pour déplacer les regards vers l'horizon 2016 et la réforme du collège. Si la mobilisation de la journée du jeudi 17 septembre a été à mi chemin entre celle du 19 mai et du 11 juin, le mécontentement gagne les établissements. Même si les « séminaires d'automne » (rémunérés à hauteur de 50€ par jour) organisés au début des vacances de Toussaint par le rectorat ne font pas recette, la CAA de Poitiers appelle les collègues à les boycotter. Le mode de calcul des dotations annoncées pour 2016 fait déjà apparaître un déficit d'heures par rapport à cette rentrée. L'autonomie, remède de la ministre à tous les maux du collège, est déjà mise à mal. Cette réforme imposée contre les enseignants sera contreproductive.

Les programmes qui viennent d'être publiés dévoilent encore un peu plus la tonalité libérale de cette réforme qui ne fera que renforcer les inégalités. C'est à un émiettement des savoirs et des apprentissages auquel nous assistons, les disciplines devant traiter un programme flou, sans véritable repère annuel, sans objectif précis, tout en prenant part à l'EMC, à l'EMI, à l'HDA, aux parcours PEAC, avenir, citoyen, aux EPI, sans oublier le numérique et le développement durable ! Comment croire que des élèves jeunes trouveront les repères nécessaires pour construire des savoirs ambitieux dans ce triste désordre ? Voudrait-on détruire le collège qu'on ne s'y prendrait pas autrement. La CAA de Poitiers demande à ce que le SNES vote contre ces programmes au CSE.

Le mépris envers la communauté éducative s'est manifesté par la signature des décrets sur le collège au lendemain de la grève du 19 mai et la publication des programmes le lendemain de la grève du 17 septembre. Sont encore à paraître les modalités d'évaluation et d'organisation du brevet. Le projet qui a été « pensé » par la DGESECO a de quoi faire frémir. Tout cela ne pourra que renforcer le rejet de cette réforme. Le combat continue.

Action

Le Snes-Fsu doit :

- se saisir massivement de la votation pour les salaires, l'emploi et les services publics que la FSU organise conjointement avec CGT, Solidaires et la FAFP du 21 septembre au 3 octobre et se mobiliser lors de la journée interprofessionnelle du 8 octobre.
- se mobiliser pour assurer le succès de la manifestation nationale contre la réforme du collège du samedi 10 octobre à Paris. La CAA de Poitiers appelle les collègues à contacter les associations de parents de leur établissement pour les informer du véritable contenu de cette réforme et organiser des réunions publiques. Le S3 et le S2 leur prêteront main forte.
- continuer de faire signer la pétition contre la réforme du collège.
- résister à la marche forcée impulsée par l'administration, en refusant de participer aux stages prévus pendant les prochaines vacances.
- faire signer massivement la carte-pétition à l'adresse du Président de la République à l'initiative de FSU, CGT, FO, CGC, CFTC, Solidaires et des organisations de retraités FGR, LSR et UNRPA pour exiger la revalorisation des pensions.
- assurer le succès de l'action fédérale sur les non titulaires le 15 octobre.
- informer et mobiliser les collègues par la formation syndicale.
- appeler à la vigilance sur le dossier de la fusion des régions.

Pour : 25

Contre : 0

Abst : 1
